

DOSSIER D'ENGAGEMENTS

Nous appelons les candidat-e-s aux élections législatives de 2017 à démontrer leur volonté politique de répondre aux enjeux écologiques, sociaux, et économiques auxquels l'Humanité est confrontée, dans une perspective de solidarité internationale, et ainsi à s'engager solennellement à :

Proposition n°1 : Garantir le juste paiement des impôts par les entreprises et les individus via un reporting public pays par pays et un registre public de bénéficiaires effectifs des sociétés et des trusts aux niveaux français, européen et international, par une révision des conventions fiscales injustes, par l'engagement pour une plus forte harmonisation fiscale en Europe. Enfin, renforcer les poursuites pénales ainsi que les sanctions pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscales.

| Je m'engage | x | Je ne m'engage pas | |
|---|---|--------------------|--|
| Mettre fin au dumping à l'intérieur de l'UE par une politique volontariste et rapide d'harmonisation sociale et fiscale par le haut dans toute l'UE avec inscription d'une clause de non-régression des droits sociaux, telles sont les propositions du programme de l'Avenir en commun – page 83 (https://laec.fr/section/51/plan-a-proposer-une-refondation-democratique-sociale-et-ecologique-des-traites-europeens-par-la-renegociation) | | | |

Proposition n°2 : En France, rendre les impôts plus progressifs et « justes » socialement, et réduire les mesures - comme la prolifération des crédits d'impôt en dehors de l'intérêt général - qui participent de la concurrence fiscale par le bas, et faire la promotion de mesures fiscales similaires aux niveaux européen et international.

| Je m'engage | x | Je ne m'engage pas | |
|--|---|--------------------|--|
| Les propositions de la France insoumise visant à rendre l'impôt plus juste, sont : | | | |
| <ul style="list-style-type: none">• Imposer les revenus du capital comme ceux du travail par une assiette large et unifié-Rendre l'impôt sur les revenus plus progressif avec un barème à 14 tranches contre 5 aujourd'hui : tout le monde doit payer et chacun selon ses moyens réel-Instaurer un revenu maximum autorisé : 100 % d'impôt pour la tranche au dessus de 20 fois le revenu médian, soit 400 000 euros de revenus annuels (33 000 euros par mois)-Mettre fin au quotient conjugal, système patriarcal favorisant les inégalités salariales entre les femmes et les hommes-Remplacer l'injuste quotient familial fiscal actuel par un crédit d'impôt par enfant | | | |

Proposition n°3 : Afin de contribuer à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable, publier dès l'automne 2017 un calendrier précis pour atteindre l'objectif d'allouer 0,7 % du Revenu National Brut (RNB) à l'aide publique au développement dès 2022 et s'engager à augmenter de 10 % par an les crédits budgétaires de l'aide publique au développement.

| Je m'engage | x | Je ne m'engage pas | |
|---|---|--------------------|--|
| <p>Nous proposons, à cet égard, d'adopter une loi-cadre instaurant une planification écologique, démocratique et articulant les niveaux national et local.</p> <p>Parmi nos objectifs, nous nous engageons à inscrire la règle verte dans notre constitution, c'est-à-dire de ne pas prélever à la nature ce qu'elle est en mesure de reconstituer. A atteindre 100% d'énergies renouvelables d'ici 2050.</p> | | | |

Proposition n°4 : Stopper tout risque de nouvelle crise financière et réguler drastiquement la finance, en la remettant au service de l'économie réelle, y compris en œuvrant activement à la mise en place d'une taxe sur toutes les transactions financières affectée au moins à 50 % à l'adaptation au changement climatique et au financement des Objectifs de Développement Durable (ODD), dont la santé mondiale.

| Je m'engage | x | Je ne m'engage pas | |
|---|---|--------------------|--|
| <p>Au centre des propositions de l'Avenir en commun, en matière de finance pour mettre fin à la financiarisation de l'économie et donc aux risques qui en découlent, figure :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Séparer les banques d'affaires et de détail -Contrôler les mouvements de capitaux -Instaurer une taxe réelle sur les transactions financières -Interdire les ventes de gré à gré et la titrisation, plafonner les effets de levier et les rendements actionnariaux exorbitants • Identifier et interdire les produits dérivés toxiques et inutiles au financement ou à la couverture des flux économiques réels <p>Ces dispositions devraient permettre de mettre fin à la financiarisation de l'économie.</p> | | | |

Proposition n°5 : Garantir que les interventions de l'Agence Française de Développement (AFD) auront comme objectif premier de contribuer à la réduction de la pauvreté et des inégalités, y compris en favorisant une participation active des populations concernées, et prévenir tout retour à l'aide liée dans la politique de coopération de la France.

| | | | |
|--|---|--------------------|--|
| Je m'engage | x | Je ne m'engage pas | |
| <p>Parmi les propositions du programme l'Avenir en Commun, figurent en bonne position :</p> <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Créer une <i>garantie dignité</i> en revalorisant les minima sociaux (aucun niveau de vie en dessous du seuil de pauvreté) <input type="checkbox"/> Atteindre l'objectif de zéro sans-abri : chacun doit se voir proposer un hébergement d'urgence ou un logement et un accompagnement durable <input type="checkbox"/> Lutter contre le non-recours aux droits sociaux et civiques par la simplification des démarches et des critères, et le retrait de contreparties pour l'attribution du RSA, qui sera de nouveau financé par l'État. Mobiliser les volontaires nationaux pour inscrire ou réinscrire 100 % de la population majeure sur les listes électorales et vérifier ses droits sociaux | | | |

Proposition n°6 : D'ici 2020, sortir de la production et de la consommation de charbon en France, et se positionner en faveur de la fermeture des projets charbon existants des entreprises dont l'État est actionnaire. Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050, et réorienter la finance vers la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

| | | | |
|---|---|--------------------|--|
| Je m'engage | x | Je ne m'engage pas | |
| <p>Sortir des énergies fossiles d'ici à 2050 est une proposition du programme l'Avenir en commun. Dans ce cadre, le remplacement des énergies fossiles par des énergies alternatives (électricité, gaz de synthèse) est clairement démontré dans le livret thématique énergie p 18 (https://avenirencommun.fr/le-livret-energie/)</p> <p>Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.</p> | | | |

Proposition n°7 : Supprimer tout soutien public à la production ou consommation d'agrocarburants industriels, fixer un plafond d'incorporation français et européen ne créant pas d'importations et encadrer strictement le développement des agrocarburants avancés.

| | | | |
|--------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|
| Je m'engage | <input type="checkbox"/> | Je ne m'engage pas | <input type="checkbox"/> |
| Commentaires | | | |

Proposition n°8 : Atteindre l'équilibre entre le financement de l'adaptation au changement climatique et de son atténuation d'ici 2022 en publiant une feuille de route dès l'automne 2017 et s'engager à atteindre 1 milliard d'euros de dons pour les financements climat pour les pays en développement.

| | | | |
|--------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|
| Je m'engage | <input type="checkbox"/> | Je ne m'engage pas | <input type="checkbox"/> |
| Commentaires | | | |

Proposition n°9 : S'assurer que les politiques publiques et les différentes initiatives de lutte contre les dérèglements climatiques ne portent pas atteinte à la sécurité alimentaire, ni n'alimentent les dynamiques d'accaparements de terres.

| | | | |
|--------------|---|--------------------|--|
| Je m'engage | x | Je ne m'engage pas | |
| Commentaires | | | |

Proposition n°10 : Soutenir politiquement et financièrement, de manière spécifique et prioritaire, l'agroécologie paysanne qui permet un partage juste et durable des ressources et des revenus ainsi qu'un accès digne à l'alimentation, dans le cadre de la législation nationale, au sein de l'Union Européenne (UE), au niveau international l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale (CSA), Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et dans les soutiens de la France pour des initiatives et projets de développement à l'étranger.

| | | | |
|--|---|--------------------|--|
| Je m'engage | x | Je ne m'engage pas | |
| Plusieurs engagements sont pris pour ce qui nous concerne, en particulier : <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Stopper les projets de fermes usines <input type="checkbox"/> Développer l'agriculture biologique, proscrire les pesticides chimiques, instaurer une agriculture diversifiée et écologique (polyculture-élevage, etc.) et promouvoir les arbres fruitiers dans les espaces publics <input type="checkbox"/> Soutien financier au Programme Alimentaire Mondial de l'ONU et augmentation de l'aide publique française au développement à hauteur de 0,7 % du PIB <input type="checkbox"/> Réforme de la FAO, organisation des Nations-Unies pour l'agriculture et l'alimentation, pour promouvoir une organisation de l'agriculture dans le cadre des Nations-Unies afin de soutenir le développement de marchés régionaux, de freiner la spéculation financière sur les produits agricoles, de réguler les marchés mondiaux au moyen notamment de stocks régulateurs, de favoriser la relocalisation et la transition agro-écologique de l'agriculture et de combattre les processus d'accaparement de terres. | | | |

Proposition n°11 : Avoir une exigence de solidarité à l'égard des migrants, en assurant des voies de migrations légales y compris humanitaires, et en offrant aux migrants arrivant sur le territoire français un accueil digne et respectueux des droits humains. Les demandeurs d'asile doivent pouvoir trouver refuge et protection là où ils le souhaitent. Il faut également suspendre le renvoi des demandeurs d'asile au pays de première entrée dans l'Union Européenne prévu par les accords de Dublin. Globalement, la France doit jouer un rôle moteur et fédérateur pour la réforme du régime d'asile européen commun, en veillant à ne pas affaiblir les normes de protection des demandeurs d'asile.

| | | | |
|--------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------------|
| Je m'engage | <input checked="" type="checkbox"/> | Je ne m'engage pas | <input type="checkbox"/> |
| Commentaires | | | |

Proposition n°12 : Réviser les politiques migratoires française et européenne, et mettre fin à l'externalisation de celles-ci (notamment de la politique d'asile) vers les pays d'origine et de transit, a fortiori lorsque ce sont des États peu respectueux des droits humains. Suspendre l'accord entre l'Union Européenne (UE) et la Turquie dès lors que de fortes interrogations pèsent sur sa légalité et que ses impacts négatifs sont déjà visibles.

| | | | |
|-------------|--------------------------|--------------------|--------------------------|
| Je m'engage | <input type="checkbox"/> | Je ne m'engage pas | <input type="checkbox"/> |
| | | | |

Proposition n°13 : Légiférer aux niveaux français, européen et international pour obliger les entreprises multinationales à respecter les droits humains et l'environnement tout au long de leur chaîne d'approvisionnement, engager leur responsabilité juridique et mettre en place des mécanismes efficaces d'accès à la justice pour les victimes.

| | | | |
|--------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------------|
| Je m'engage | <input checked="" type="checkbox"/> | Je ne m'engage pas | <input type="checkbox"/> |
| Commentaires | | | |

Proposition n°14 : Réguler, aux niveaux français et européen, les abus de pouvoir et la concurrence déloyale des acteurs économiques qui ont un impact négatif et direct sur les conditions de travail dans les pays du Sud, notamment dans les filières alimentaires mondiales et défendre au niveau international, notamment au sein de l'Organisation Internationale du Travail (OIT), l'application d'un salaire minimum vital pour les travailleurs et travailleuses.

| | | | |
|--------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------------|
| Je m'engage | <input checked="" type="checkbox"/> | Je ne m'engage pas | <input type="checkbox"/> |
| Commentaires | | | |

Proposition n°15 : Garantir le respect des droits des femmes comme partie intégrante des droits humains et leur justiciabilité dans toutes les politiques publiques menées et définies aussi bien au niveau national qu'international et encourager tous les États à ratifier sans réserve la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'Égard des Femmes (CEDEF) et son protocole facultatif.

| | | | |
|-------------|-------------------------------------|--------------------|--------------------------|
| Je m'engage | <input checked="" type="checkbox"/> | Je ne m'engage pas | <input type="checkbox"/> |
| | | | |

| | |
|--|-------------------------------------|
| En tant que candidat-e aux élections législatives, j'ai pris connaissance des "15 propositions pour une France solidaire dans le monde en 2017" et vous communique mes engagements sur ces propositions. | |
| NOM, Prénom, Département Trodec Marie-Amélie, 22 (5e circo) | Date : 6 Juin 2017 Signature |

Merci de retourner ce dossier d'engagements AVANT LE 11 JUIN 2017 à :

| |
|--|
| <p><u>Contact local</u> Nom et prénom (réfèrent plaidoyer local) : FISCHER Daniel Adresse postale : 2 allée du Ruisseau 22500 - PAIMPOL Adresse mail pour envoyer le dossier : plaidoyerlocal@ccfd-terresolidaire.org copie à : d.fischerccfd@laposte.net Téléphone : 06 76 26 67 06</p> |
|--|

Nom, Prénom, Département : Trodec M-Amélie, dép 22 (5e circo) La France Insoumise